

HISTORIQUE DES ACTIONS DE LA COALITION SOLIDARITÉ SANTÉ

par Jacques Fournier¹

La Coalition a été mise sur pied à l'initiative de Solidarité populaire Québec lors de l'annonce de la réforme du système de santé et de services sociaux par le ministre Marc-Yvan Côté au début de 1991. Depuis ses débuts, la Coalition a mené les principales actions suivantes:

1. Première conférence de presse le 8 mai 1991 pour réagir au projet de réforme Côté. La Coalition (13 groupes-membres au départ) dénonce «*un changement majeur au contrat social*».
2. En juin 1991, rencontre d'une douzaine de députés de l'Opposition officielle à Québec, dont le porte-parole du secteur santé, Rémy Trudel.
3. En juin 1991 également, rencontre du ministre Marc-Yvan Côté. Le ministre renonce à l'impôt-services (une de ses hypothèses au départ) mais pas au ticket-moderateur.
4. Deuxième conférence de presse en mars 1992, en réaction au document «*Un financement équitable à la mesure de nos moyens*» et dans le cadre des travaux d'une commission parlementaire sur le financement du système de santé.
5. Au printemps 1992, opération envoi de cartes postales au premier ministre, par milliers. La carte postale fait partie d'un dépliant «*Faut empêcher ça*».
6. En juin 1992, rencontre d'une délégation de la Coalition avec le premier ministre Bourassa.
7. Toujours en juin 1992, rencontre de la Coalition avec le chef de l'Opposition, Jacques Parizeau.
8. À l'automne 1992, l'AQDR, un des membres de la Coalition, mène une offensive contre le ticket modérateur de 2\$ pour les médicaments des personnes âgées. Dépliants par milliers et téléphones au bureau du premier ministre. Manifestation dans la galerie réservée au public de l'Assemblée nationale.

¹ Délégué du Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en C.L.S.C. (RQIIAC) au comité de coordination de la Coalition.

9. En janvier 1993, actions contre le projet de loi fédéral C-91 au sujet des médicaments brevetés. Une délégation de la Coalition fait une présentation devant un comité sénatorial à Ottawa.
10. Le 12 février 1993, manifestation de la Coalition devant les bureaux du Conseil du Trésor à Montréal. Quelques centaines de manifestants, en particulier les personnes qui participent au colloque sur la privatisation organisé par la FAS-CSN, les 11, 12 et 13 février.
11. Le 29 mars 1993, troisième conférence de presse: «*La Commission parlementaire sur la fiscalité n'a pas eu lieu.*»
12. Le 7 avril 1993, présentation de nos activités devant un groupe de personnes invitées par le Centre de formation populaire (CFP) à Montréal.
13. Le 21 mai 1993, communiqué de presse pour dénoncer la désassurance des services optométriques des personnes de 41 à 64 ans.
14. Le 28 mai 1993, présentation devant le Conseil général de la Fédération nationale des associations de consommateurs (FNAC).
15. Le 24 septembre, intervention comme paneliste d'un membre de la Coalition lors d'un colloque organisé par l'Association pour la santé publique du Québec (AS PQ).
16. Le 21 octobre 1993, publication dans «*Le Devoir*» du texte de la Coalition intitulé «*Trois enjeux pour le secteur de la santé*» (campagne électorale fédérale).
17. Le 30 novembre 1993, quatrième conférence de presse de la Coalition: non aux projet de désassurance (modification de la circulaire «*malades sur pied*» touchant les personnes atteintes de cancer, etc.).
18. Le 17 mars 1994, publication dans «*Le Devoir*» du texte de la Coalition sur la croissance non contrôlée du coût des effectifs médicaux.
19. Le 12 mai 1994, publication dans «*Le Devoir*» du texte de la Coalition sur la croissance non contrôlée du coût des médicaments.
20. Avril 1994: diffusion massive du deuxième dépliant de la Coalition: «*Un système de santé universel, accessible et gratuit: a-t-on les moyens de... s'en priver?*»
21. Mai 1994: publication du «*Document d'appui*» (un texte de 45 pages) étayant nos revendications.

22. Mai 1994: mise sur pied du réseau des poteaux régionaux de la Coalition.
23. Août 1994: publication du Guide électoral (20 pages) pour la campagne québécoise. Diffusion de plusieurs communiqués de presse en fonction des clientèles (personnes retraitées, femmes, etc.).
24. Cinquième conférence de presse le dimanche 14 août 1994 pour lancer notre guide électoral. Diverses interventions dans des médias comme «*Le midi quinze*» avec Michel Lacombe et «*Le Point*».
25. Questions posées à M. Jacques Parizeau lors d'une soirée organisée par l'AQDR le mardi 30 août.
26. Sixième conférence de presse le lundi 5 septembre 1994 pour demander aux candidates et candidats des réponses plus précises concernant l'avenir du système public de santé.
27. Déclaration publique de la Coalition le 19 février 1995 dénonçant les compressions de 1,4 milliards de dollars, annoncées par le gouvernement québécois, et réclamant une commission parlementaire pour mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments.
28. La Coalition rencontre le ministre Rochon le 9 mars 1995 au siège du ministère à Québec. Nous lui faisons part de nos attentes face au prochain budget du gouvernement, nous lui disons notre désaccord sur l'ampleur des compressions annoncées et nos préoccupations devant la montée de la privatisation, nous déplorons l'inaction gouvernementale devant la toute puissance médicale, nous demandons que la réforme se fasse à un rythme qui laisse le temps de consulter et d'ajuster le tir; nous lui demandons de tenir une commission parlementaire sur la mise en place d'un régime universel d'assurance-médicaments. Seul engagement réel, le ministre entend déposer à l'automne un projet de loi sur l'assurance-médicaments et tenir une commission parlementaire sur la question.
29. Conférence de presse le 11 avril 1995 pour dénoncer la privatisation et le développement d'un système à deux vitesses dans les services de santé et les services sociaux.

Mise à jour, juin 1995